

Voulez-vous transmettre à nos enfants une telle Suisse?

**Veillez s.v.p. signer et retourner cette feuille immédiatement
Merci!**



Il n'y a qu'une réponse:

NON à la réduction de moitié de notre armée

De quoi s'agit-il?

La sécurité s'est dramatiquement détériorée sur le continent européen. Des attaques terroristes, le conflit en Ukraine, la faillite effective de plusieurs états de l'UE, la crise européenne, les flots de réfugiés islamiques venant d'états d'Afrique du Nord, du Proche et du Moyen Orient bombardés et s'effondrant, les conséquences du changement climatique et d'autres dangers menacent notre sécurité.

Nous devons nous attendre au pire et nous y préparer.

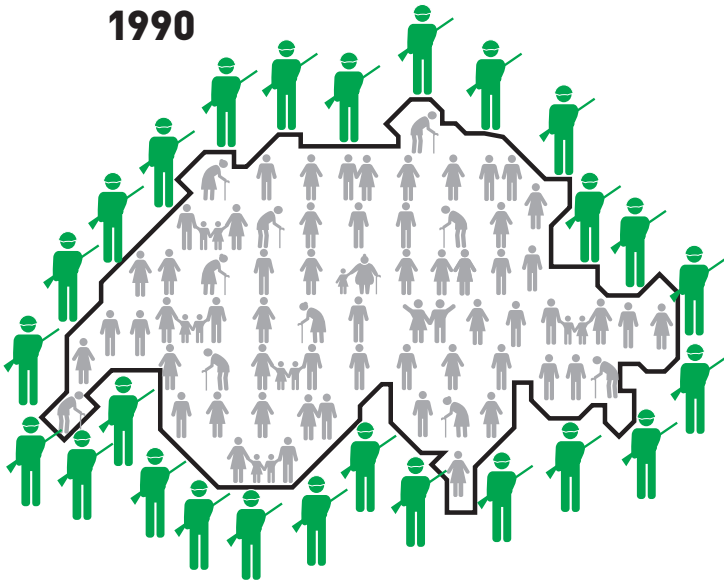
Le Parlement fédéral trouve que c'est le «bon moment» et a décidé de réduire de moitié l'effectif de notre armée ! De l'actuel effectif de 220'000 à juste encore 100'000!

NON
à la réduction de l'armée



Le peuple

1990



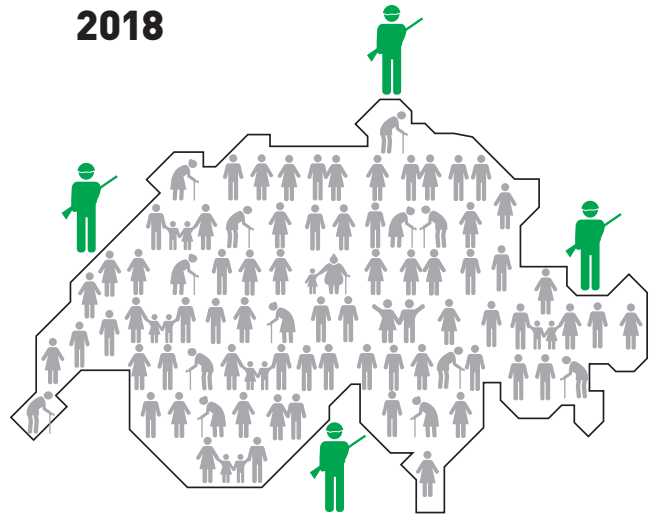
800'000 citoyens et citoyennes en uniforme

Suisse: 6,7 mio d'habitants

Armée=12% des citoyens et citoyennes protègent le pays et les habitants de manière efficace et crédible

La classe politique

2018



100'000 citoyens et citoyennes en uniforme

Suisse: 8,5 mio d'habitants

Armée=1,2% des citoyens et citoyennes ne parviennent plus à nous protéger

Ainsi: coupe nette de la sécurité au facteur 10!

S'il en allait selon la volonté du Parlement, il n'y aurait plus qu'un huitième de la population pour défendre notre pays en cas de conflit, alors que les 98,8% regarderaient les événements à la télévision depuis leur canapé, sans rien faire.

Le peuple Suisse a fixé un effectif de l'armée de 220'000 soldats (votation populaire du 18 mai 2003). Le Conseil fédéral veut maintenant ignorer cette prescription impérative sans questionner le peuple.

Non, pas ainsi!

Source de la notion «réduction de moitié» : 14.069 - «Message relatif à la modification des bases légales concernant le développement de l'armée du 3 septembre 2014», chiffre 1.1.5 Effectif, premier alinéa «réduction de moitié», signé par le Président de la Confédération Didier Burkhalter.

Contient également : «Comme c'était le cas jusqu'à présent, les recrues ne sont pas comptées dans l'effectif»

Que se passera-t-il si notre armée suisse est réduite de moitié?

🥲 La Suisse sera sans défense

Les menaces les plus dangereuses ne pourront plus être contrées (attaques de tous genres de l'extérieur, attaques terroristes, troubles intérieurs, ...). On ne pourra plus faire face qu'à des menaces plus petites, de manière limitée dans le temps et dans l'espace. Il en résultera des souffrances immenses pour la population et des destructions gigantesques causées à la propriété et à l'infrastructure.

🥲 Le fondement de notre Etat sera détruit

La sécurité est le fondement de notre société, de notre paix et de notre liberté. Toute autre chose est un leurre. La protection du pays et de la population est la condition d'existence de notre Etat. Ce fondement sera rompu volontairement, sans raison, de manière irresponsable et disparaîtra irrémédiablement.

🥲 La Constitution de la Confédération sera bafouée

L'article 58 de notre Constitution fédérale prescrit : «L'armée... défend le pays et sa population». Cette disposition ne pourra plus être respectée par une armée réduite de moitié, qui sera beaucoup trop faible à cet effet. Il ne subsistera qu'un «squelette de troupe de surveillance» sans capacité de résistance. Même l'infrastructure de base ne pourra pas être suffisamment protégée.

🥲 La crédibilité sera perdue

Une armée encore une fois réduite de moitié n'est plus crédible. L'effet dissuasif qui prévalait jusqu'alors sera perdu. La Suisse se muera ainsi en cible valable pour des attaques et des actes terroristes. En l'occurrence, la population devra payer un prix élevé.

🥲 L'avantage de la position sera abandonné

Jusqu'à présent, la sécurité constituait un avantage important de la position de notre pays. Elle sera abandonnée. Des entreprises quitteront le pays devenu peu sûr, des jeunes Suisses et Suissesses iront s'établir dans des pays sûrs avant qu'il ne soit trop tard.

L'Etat capitule

L'opinion selon laquelle la sécurité ne doit plus constituer un devoir central de l'Etat provoquera un signal dévastateur. Le renoncement à la garantie de la sécurité publique avec des moyens de l'Etat constitue la capitulation de notre Etat, de celui que nous avons connu jusqu'alors.

Une armée de métier est en préparation

Désormais, des fonctions de cadres supérieurs doivent être occupées par des militaires de métier. Une armée de métier peut être engagée contre la propre population. L'armée populaire de milice qui a prévalu à ce jour ne le peut pas. Elle a toujours protégé la volonté du peuple.

La cohérence sociale s'érode

La solidarité entre toutes les couches sociales de la population formée par le devoir général de défense actuel sera enterrée. La bonne compréhension mutuelle vécue tout particulièrement lors de prestations militaires communes et renforcée au cours des années se perdra. C'est la maxime «chacun pour soi» qui remplacera cette solidarité, avec des conséquences désastreuses pour notre vie de société en commun et pour notre paix sociale.

L'armée perdra le soutien du peuple et de l'économie

L'armée perd le soutien de la population. Si seulement chaque un huitième accomplit un service militaire, les soldats seront relégués au rang de marginaux. Comme ils doivent accomplir des cours de répétition, ils seront de plus en plus défavorisés par l'économie lors de l'engagement de personnel.

Le droit international sera violé

La perte de l'effet dissuasif contre tous les agresseurs possibles résultera du large abandon de la politique de neutralité armée ancrée dans le droit international depuis le Congrès de Vienne de 1815. Seule une neutralité armée crédible sera respectée. En réduisant de moitié l'armée, la Suisse provoque un vide dangereux pour la sécurité au milieu de l'Europe.

La jeunesse sera abusée

L'ancienne fierté d'être soldat dans une armée forte et crédible appartiendra au passé. Il est compréhensible que les jeunes n'aient aucune envie de servir de «chair à canons» dans un semblant d'armée et en tirent les conséquences. Ils refuseront d'être enrôlés dans l'armée.

La Suisse sera encore plus soumise au chantage

L'absence de capacité à s'affirmer de la Suisse et de volonté de défense rendent le Conseil fédéral et le Parlement encore plus exposés au chantage et aux contraintes. La Suisse deviendra le jouet de puissances étrangères.

Les contribuables seront trompés

Les citoyens et les citoyennes doivent continuer de verser bravement et sans diminution leurs contributions péniblement acquises dans la caisse de la Confédération mais en renonçant à l'ancienne prestation de «sécurité publique». C'est là une tromperie et une trahison complètes faites au peuple et à l'économie.

L'armée de milice reçoit le coup de grâce

Jusqu'à présent, notre armée était une copie de notre société civile. Des professionnels de tous les domaines apportaient leurs connaissances et leurs expériences dans le service militaire. L'armée a jusqu'à présent largement profité de ces avantages. Les experts militaires étrangers nous enviaient fortement pour cela. La réforme de l'armée va porter le coup de grâce à ce principe de milice, car l'accès des soldats de milice à des formations militaires sera rendu encore plus difficile.

Les associations s'effondrent

La coupe dramatique engendra une perte catastrophique du nombre des membres des sociétés de tir, des associations de sous-officiers, des sociétés d'officiers et associations militaires de spécialistes. Beaucoup d'entre-elles devront se dissoudre. Une partie importante de la culture associative fédérale sera irrémédiablement perdue.

L'économie subira de graves dommages

Les touristes du monde entier éviteront une Suisse instable et réserveront leurs vacances dans des pays plus sûrs. Des entreprises et des jeunes gens soucieux quitteront une Suisse dont la sécurité est devenue aléatoire. Des investisseurs retireront leur argent de la Suisse. Des places de travail seront perdues. Les prix s'effondreront dans le secteur immobilier. Les banques exigeront des propriétaires immobiliers des remboursements, procéderont à des ventes aux enchères et provoqueront la ruine des propriétaires d'immeubles.

Les cantons seront laissés en plan

La population des cantons sera abandonnée à son sort. Lors d'événements importants, il n'y aura quasiment plus de forces militaires disponibles pour les cantons. Surtout plus de forces avec une capacité de résistance du 7/24 heures et de plusieurs semaines ou mois. La tranquillité et l'ordre ne pourront plus être assurés. Les infrastructures nécessaires (énergie, eau, alimentation, transports, hôpitaux, autorités, etc.) ne pourront plus être protégées. L'approvisionnement s'effondrera.

Les citoyens et les citoyennes s'armeront

Remarquant que leur Etat n'est plus en mesure de les aider, par exemple en cas de désordres intérieurs, les citoyens et les citoyennes s'armeront. Ils devront assurer eux-mêmes leur sécurité et s'armer pour pouvoir protéger efficacement leurs familles en cas de nécessité.

Une décision historique erronée ne peut pas être corrigée

En cas de crise, le temps de reconstruire une armée suffisamment tôt ne suffit pas. Chaque tentative viendra trop tard. La suppression de nombreux hôpitaux militaires, d'entrepôts de vivres, de centres de conduite, d'installations fortifiées, d'ateliers, d'aéroports, de cantonnements et de places d'arme affaiblit l'armée très fortement. Ces suppressions seront définitives et il ne sera pas possible de revenir en arrière.

Par ailleurs, beaucoup de matériel encore utilisable a été détruit inutilement lors des dernières années. Comme si un pompier jetait loin des vieux tuyaux avant que les nouveaux aient été livrés.

La vérité sur la réduction de moitié de l'armée: la destruction de quantités gigantesques d'argent des impôts!

- **Coupe nette** de l'effectif de l'armée d'actuellement 177 bataillons (200'000) à encore 108 bataillons (100'000) seulement, comprenant le démantèlement de toutes les formations de réserve (52 bataillons).
- Renoncement à trois **aéroports supplémentaires pour les avions de combat** (F/A-18, F-5) Buochs, Dübendorf et même Sion (seul aéroport du Nord des Alpes ouvert en cas de mauvais temps !). Il ne resterait plus que Payerne et Meiringen, et Emmen comme aéroport de dégagement. Conclusion : Ce serait en réalité la fin de notre armée de l'air. L'acquisition de nouveaux avions serait un non-sens, car les aéroports manqueraient à cet effet.
- Renoncement à **l'ensemble de l'infrastructure de combat** (toutes les positions de barrage et la totalité de l'artillerie de fortifications). De nombreuses douzaines d'installations compactes d'artillerie à tir précis et à grande puissance de feu le long des axes de communication et des frontières du pays ont été construites après la «Guerre Froide» pour remplacer les forts alpins. Ces installations, encore à l'état de neuf et à peine construites, devraient maintenant être démontées.
- Le nombre des **installations de conduite souterraines et secrètes** devrait être massivement diminué.
- **Infrastructure de formation** : 5 places d'armes (Fribourg, Genève, Lyss, Moudon, St-Maurice) seront fermées ; trois autres (Walenstadt, Mels, St.Luzisteig) seront réunies en une seule.
- Démantèlement de **130 places de formation, d'exercice et de tir**. Renoncement aux places de tir de Gluringen, Brigels, renoncement capital des infrastructures souterraines de logistique (dépôts de munitions et de matériel, installations combinées, ateliers de réparation, dépôts de carburants, etc), ainsi que de nombreux sites de stockage.
- Démantèlement de **cinq hôpitaux militaires**, un seul hôpital militaire souterrain «survivra».
- Démantèlement de 10 **cantonnements de montagne** et de 15 **camps de troupe**, de 60 **cantonnements dans les communes** et d'anciennes installations des troupes de protection aérienne.
- **Un tiers de tous les immeubles de l'armée** sera abandonné.

NON
à la réduction
de l'armée



Les modernisations promises dans le cadre d'«Armée XXI» n'ont jamais été réellement mises en œuvre. On peut s'étonner : depuis 2003, pas un seul nouveau système d'arme n'a été acquis ! Sans attendre la décision populaire sur DEVA, le DDPS a même poursuivi de sa propre initiative les actions de destruction après le démarrage de la planification DEVA (tout de son propre chef, sans décision du Parlement, malgré l'acceptation de la «Motion 11.4135 Paul Niederberger»).

- Des 383 chars de combat «Leo II» acquis, seuls 134 sont encore opérationnels !
- Des 560 obusiers blindés M109, il n'en reste que 133 !
- Des anciennes 626 unités de feu de défense aérienne (Stinger, MFlab, Rapier), seules 160 sont encore opérationnelles !
- La flotte des avions de combat F-5E/F-Tiger a été réduite de 110 à 55. 26 sont encore opérationnels !
- 365 chars de grenadiers 63/89 dont la valeur combattive avait été augmentée ont été mis à la ferraille en 2012 (550 autres chars M113 ont déjà été mis à la ferraille, 132 M113 supplémentaires suivront avec DEVA)!

Une destruction gigantesque d'argent provenant des impôts a lieu dans le dos des citoyens et des citoyennes !

Le tout avec un budget de l'armée inchangé, avec presque le même nombre d'officiers de métier du rang de général (réduction de 55 à 49), avec pratiquement le même effectif d'employés fixes (réduction de 9500 à 9200) !

Dites NON à ce suicide de notre sécurité !

Terreur et guerre en Europe:

NON à la réduction de moitié de l'armée!

Le Conseil fédéral veut réduire de moitié notre armée (de l'effectif actuel de 220'000 à encore seulement 100'000) ! Ainsi, l'armée **ne pourra plus** remplir sa mission fixée dans la Constitution fédérale (articles 2 et 58 de la Constitution fédérale) ! Elle sera beaucoup trop faible !

Notre armée a la mission de protéger efficacement le pays et les gens contre chaque menace!

Elle doit en tout temps:

- + Maintenir la tranquillité et l'ordre selon la Constitution (menaces terroristes, désordres, pillages, blackout, ...)
- + Protéger 1'000 infrastructures critiques (usines atomiques, magasins de vivres, approvisionnement en eau, dépôts de carburant, CFF, aérodromes, autorités, ambassades, nœuds de trafic, communications, frontières, réseau d'électricité, dépôts de produits chimiques, ...)
- + Pouvoir défendre notre population et notre pays contre une attaque militaire venant de l'extérieur

Avec une armée réduite une fois encore de moitié, cela est impossible!

La «nouvelle armée» ne doit plus compter que 24'000 soldats d'infanterie!

Pour quatre relèves d'une exploitation de 7x24 heures sur une longue période, seuls 6'000 soldats d'infanterie capables de résister peuvent être engagés dans toute la Suisse en même temps (en cas de mobilisation totale de l'armée !).

La Suisse a une superficie de 41'285 kilomètres carrés.

Ainsi, **un seul soldat d'infanterie** «sera engagé» isolément pour **7 kilomètres carrés!**

Ce seront en tout 116 soldats pour le Canton de Neuchâtel, 466 pour le Canton de Vaud, c'est-à-dire pour votre canton!

Le Conseil fédéral veut de la sorte nous faire croire qu'ainsi les missions susmentionnées de la Constitution fédérale peuvent dans tous les cas être remplies (ainsi également pour des menaces couvrant entièrement le territoire suisse et pas seulement lors d'événements isolés).

Cela est simplement risible! Aussi: NON à une réduction irresponsable de moitié de notre armée!

Nous voulons une armée suisse moderne, forte et crédible !

Le présent référendum est financé avec des fonds privés. Tous les dons sont les bienvenus ! Adhérez sans engagement au comité de citoyens !

Des formulaires supplémentaires de signatures peuvent être commandés à l'adresse www.armee-reduite-de-moitie-non.ch

Comité de citoyens pour notre sécurité, case postale 7701, 6302 Zoug. Visitez-nous sur www.armee-reduite-de-moitie-non.ch

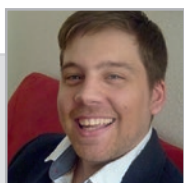
Que disent les citoyennes et les citoyens au sujet de la réduction de moitié de l'armée?



La déstabilisation de la situation stratégique pourrait avoir pour conséquence que, dans un avenir prévisible, une guerre puisse éclater en Europe. Le désarmement de la Suisse ordonné par le Conseil

fédéral et le Parlement ne contredit pas seulement ce développement dangereux, la pression en faveur d'un désarmement en Europe est aussi dénoncée par l'Institut international d'études stratégiques de Londres dans le Nouvel équilibre militaire (International Institute for Strategic Studies in London in the New Military Balance).

Albert A. Stahel
Professeur, expert en stratégie



Il est absolument irresponsable de réduire l'armée de moitié une troisième fois à l'ère du terrorisme et de la nouvelle guerre froide!

Adrian Murer, Etudiant, Premier-lieutenant



Le Monde devient de plus en plus incertain. Un regard dans le passé montre : notre armée de milice actuelle est notre identité et garantit la sécurité. Une armée plus petite mettra notre liberté en danger. C'est pourquoi : NON à DEVA.

Ursula Keiser, Spécialiste, comptabilité



La sécurité m'est trop importante ; le peuple doit pouvoir décider lors d'une votation.

David Winteler



Pour notre Suisse, pour un avenir dans la sécurité

Peter Aliesch, Dr en philosophie, ancien Conseiller national et Conseiller d'Etat



En l'an 2000, le peuple a balayé l'initiative de la Gauche visant à réduire de moitié l'armée. Je demeure ferme et dit NON à cette réduction.

Markus M. Müller, lic. oec. HSG/Entrepreneur, Lt-Col EMG



DEVA est une unique et grande étiquette trompeuse.

Martin Fricker
Conseiller en communication et professeur, ancien Capitaine



Une réduction de moitié de l'armée aujourd'hui équivaut à une suppression de l'armée. Ceux qui croient que l'on pourrait reconstruire en quelques semaines ou mois une armée de milice crédible, tant en

matière des effectifs que du matériel, doit prendre connaissance du fait que cela est impossible, tant sur le plan du temps que sur celui de la logistique.

Philip C Brunner
Entrepreneur indépendant, ancien Capitaine



Je préfère de loin une propre armée forte à une armée étrangère !

Bernhard Künzi
Caporal auto



Nos jeunes n'ont pas mérité de se laisser utiliser en cas grave comme chair à canon dans une armée alibi sans aucune chance.

Willi Vollenweider
Ing. él. EPF dipl.,

Premier-lieutenant, Conseiller cantonal Zoug



La situation en matière de sécurité en Europe s'est profondément modifiée au cours des dernières 2 années. C'est faire preuve de naïveté que de vouloir réduire de moitié l'effectif de notre armée dans

les circonstances actuelles.

Tonja Kaufmann, Conseillère municipale / Présidente des jeunes UDC Argovie / ancienne KÜC



Nous devons pouvoir protéger notre neutralité. A cet effet, notre armée doit être suffisamment grande et être aussi préparée à des défis futurs. C'est pourquoi il faut dire NON à une réduction de

moitié de l'armée.

Urs Cadruvi, Economiste



Une meilleure formation ou un meilleur équipement ne remplace pas les camarades de la relève après l'engagement

Marvin Gorkiewicz
Etudiant en construction de machines EPF, Lieutenant



La justification de l'existence d'un Etat est la protection du pays et des gens. La misère prévue à cet effet par les «derniers spécialistes» fait de la Suisse un numéro comique pour le Monde entier.

Hans Rudolf Wehrli
Greffier et agent de publicité, Capitaine



I am of Swiss descent who has lived in the US for over 30 years and am very proud of my heritage. The decision to cut the Swiss Army by 50% in uncertain times like these is not only very shortsighted but

outright dumb. I hope the Swiss People will stop this nonsense!

Verena Zbinden,
Restaurant owner, Marfa, Texas



Offrir la sécurité à sa population est la tâche principale des Etats. En contrepartie de la reconnaissance de la neutralité, nous devons défendre par la force l'accès à la Suisse à toutes les puissances. Ces deux choses ne sont plus en notre pouvoir.

Gotthard Frick
Economiste & «business administrator»



Une demi-armée – une demi-armée de l'air – qui protégera notre pays dans un cas grave quelconque ?

Felix Meier, ancien Colonel



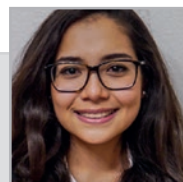
Je ne peux pas accepter la réduction de moitié de l'armée car nos descendants ont aussi un droit à une patrie sûre.

Roland X. Achermann
Informaticien retraité, ancien Capitaine



DEVA affaiblit la capacité d'engagement de l'armée de l'air. C'est pourquoi je dis NON à DEVA.

Patrick Walder
Président du Forum de la place d'aviation de Dübendorf, Administrateur fiduciaire, Soldat



Parce que rien n'a brûlé hier, nous réduisons aujourd'hui de moitié le corps des pompiers. Nous avons besoin des 220'000 hommes restants de notre armée de milice pour un avenir sûr.

Nadine Mattli, Cham, Etudiante



Si l'on saisis quels processus dissimulés sont en jeu, on comprend qu'avec DEVA, l'armée ne fonctionnera pas.

Markus Liebi, Etudiant en construction de machines EPF, Lieutenant